



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le 30 JAN. 2015

Affaire suivie par : Valérie DELVAL
et UT DREAL : Elodie MOUROUX
Tél. : 04-26-52-22-09
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 2015030-0006 portant mise en demeure au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

à l'encontre de la société COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DES HYDROCARBURES (CDH) à
VALENCE

Le Préfet de la Drôme
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°09-5927 du 22 décembre 2009 donnant acte de l'étude de dangers mise à jour du 13 décembre 2006, et imposant des prescriptions complémentaires à la société CDH sur la commune de VALENCE (26 000), 40 avenue de Marseille ;

Vu le rapport et les propositions en date du 05 décembre 2014 de l'Inspection de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE-ALPES ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 05 décembre 2014, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant qu'à l'issue de l'instruction de l'étude de dangers du 13/12/2006 complétée, l'arrêté préfectoral complémentaire n°09-5927 du 22 décembre 2009 prescrit à l'article 3.2 qu'une étude portant sur les meilleures technologies disponibles susceptibles de permettre la réduction de l'occurrence et/ou les effets liés à une brèche moyenne ou importante des canalisations reliant la pomperie au poste de chargement des camions devra être réalisée d'ici le 01/06/2010 ;

Considérant que l'exploitant a transmis cette étude le 3 juin 2010 ;

Considérant que les conclusions de celle-ci ont été validées par M. le Préfet dans son courrier du 20/09/2011 (canalisation vers la pomperie, au moyen d'un déflecteur placé côté clôture, d'une perte de confinement) ;

Considérant que l'exploitant a transmis par courrier du 26/11/2012 une étude technique de la société AUXITEC du 18/10/2012 pour la réalisation de la barrière ;

Considérant que l'exploitant s'est engagé par courrier du 15/01/2013 à réaliser les travaux en transmettant un planning de réalisation des travaux sur 2013 ;

Considérant les difficultés rencontrées par l'exploitant pour mettre en œuvre d'un point de vue technique et administratif les conclusions de cette étude ;

Considérant que l'exploitant propose une solution alternative car la proposition initiale n'est plus adaptée et trop compliquée à mettre en œuvre (mise en place d'un bardage fixé sur poteaux métalliques de 96 m de long et de 4,5 m de haut le long de la tuyauterie aérienne longeant l'Ouest du site côté voie ferrée munie d'un « lèche-frite » et d'un récupérateur de liquide amenant le liquide vers une rétention existante) ;

Considérant que 3 ans se sont écoulés depuis la validation de l'objectif à atteindre et que l'inspection a constaté lors de sa visite du 24 octobre 2014 que les mesures prévues ne sont toujours pas mises en place ;

Considérant que l'exploitant indique avoir besoin d'au moins 5 mois pour réaliser les travaux ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme,

A R R E T E

Article 1er :

La société COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DES HYDROCARBURES à Valence est mise en demeure, **sous 5 mois** à compter de la notification du présent arrêté, d'exploiter ses installations conformément aux dispositions décrites dans son étude de dangers et ses compléments en application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09-5927 du 22 décembre 2009.

Article 2 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée des installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Valence,
- Monsieur le Directeur de la société CDH à Valence.

Valence, le 30 JAN. 2015
Le Préfet,


Le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le 02 février 2015

Affaire suivie par : Valérie DELVAL
Tél. : 04-26-52-22-09
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

Compagnie des Hydrocarbures CDH
Usine Chimique de Berre
CD 54 – quartier Ouest
BP 14
13131 BERRE L'ETANG Cedex

Réf : JP/VD/2015/00489

RECOMMANDE AVEC AR

Monsieur le Directeur,

Sur proposition de l'inspection de l'environnement, vous trouverez, ci-joint, l'arrêté préfectoral n° **2015030-0006 du 30 janvier 2015** vous mettant en demeure, **sous 5 mois**, d'exploiter vos installations sises à VALENCE (26000), 40 avenue de Marseille, conformément aux dispositions décrites dans l'étude de dangers et ses compléments en application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09-5927 du 22/12/2009.

Je vous rappelle qu'en cas de non respect des dispositions mentionnées à l'article 1 du présent arrêté, il peut être fait application des sanctions prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par subdélégation
Le Chef du service protection de l'environnement


Jérôme PEJOT

copie : DREAL
Mairie de Valence
CDH à Valence